Introduction au colloque international du HCI
(24-26 mars 2008)

La jeunesse entre authenticité et actualité

Dr. Bouamrane Chikh[*]

La crise que vit une grande partie de la jeunesse de notre pays plonge ses racines dans de multiples causes, généralement imbriquées, intéressant les aspects éducatifs, culturels, économiques et sociaux de la vie. Beaucoup de nos jeunes éprouvent aujourd'hui un réel malaise, car ils s'estiment marginalisés. Les difficultés

---

* Président du H.C.I.

socio-économiques auxquelles ils sont confrontés et qu'ils ne parviennent pas à surmonter et le désespoir que cela engendre sont souvent à l'origine de rupture avec leur environnement social, voire familial, rupture qui se traduit, soit par le désir d'exil à tout prix vers des cieux regardés, plutôt à tort, comme plus cléments, soit par le désir d'échapper aux problèmes quotidiens en se réfugiant dans le monde virtuel des hallucinogènes qui les happe sans merci, soit au pire par le renoncement à toute forme de lutte pour la survie les menant à mettre un terme brutal et prématuré à leur vie.

Le système éducatif.

Tout d'abord, malgré les efforts consentis par l'Etat depuis des décennies le système éducatif n'est pas parvenu à atteindre véritablement les objectifs fixés. La déperdition scolaire est importante à tous les paliers du système scolaire, concernant un tiers des jeunes de 6 à 24 ans[1] et près d'un tiers des élèves retombent dans l'analphabétisme. Les résultats médiocres obtenus relèvent autant de raisons pédagogiques privilégiant une tête bien pleine sur une tête bien faite que de raisons liées au statut de l'enseignant dont l'image s'est fortement et progressivement dépréciée à tous les niveaux de l'enseignement général (primaire, secondaire et supérieur).

Bien que la scolarisation soit obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, le nombre d'enfants n'ayant jamais été scolarisés n'est pas négligeable : en 2005, le taux brut de scolarisation avoisinait les 65% tombant même à moins de 39% pour le cycle secondaire[2].

La faiblesse de la qualité et du rendement du système éducatif a été maintes fois soulignée et résulte «*pour l'essentiel d'un taux d'encadrement en régression dans le moyen et le secondaire*» du fait de l'inadéquation entre les effectifs des élèves, en augmentation, et ceux des enseignants, en baisse[3].

Une proportion encore très insuffisante de nos jeunes accède à l'Université (21,8% en 2005)[4] où leur avenir est encore compromis par nombre de dysfonctionnements tant au plan de la gestion qu'aux plans matériel et pédagogique, essentiellement *«la faiblesse du taux et de la qualité de l'encadrement pédagogique, détérioration des conditions de travail des enseignants»*[5], de même

---

1. *Rapport national sur le développement humain*, Algérie 2006, p.35. – 2. Idem, p.26 -. 3. Idem, p.27 - 4. Idem, p.27 - 5 Idem, p.28 .

que la formation universitaire est en complète dissociation avec les secteurs économiques, de sorte que les jeunes diplômés n'ont que peu de chances de trouver leur place dans les différents secteurs d'activité : les diplômés du supérieur ne représentent que 11% de la population occupée, mais près de 17% des chômeurs[1].

En outre, la formation professionnelle constitue un faible palliatif à l'échec scolaire car l'offre, en termes quantitatifs, dans ce secteur est encore très en deçà de la très forte demande, de sorte que la majorité des exclus du système scolaire se trouvent livrés à la rue et à toutes les dérives auxquelles elle expose ; en outre, les diplômés de ce secteur trouvent de «*grandes difficultés d'insertion dans la vie active en raison, entre autres, de la faible adéquation formation – emploi*» ainsi que du «*faible niveau de qualification des formateurs*»[2].

Faute d'associer de manière effective et d'être à l'écoute de l'ensemble des partenaires concernés (Etat, corps enseignant, associations de parents d'élèves, représentations estudiantines, secteurs utilisateurs), les réformes successives du système éducatif n'ont pas été en mesure d'apporter les véritables solutions aux problèmes posés.

Sur le plan culturel.

Les jeunes sont les plus exposés aux différentes formes d'agression culturelle que notre société subit du fait de la multiplication des moyens de communication. L'entreprise de déculturation entamée durant la période coloniale a laissé des traces persistantes encore perceptibles aujourd'hui. Cela explique que de nombreux jeunes s'interrogent sur *leur identité* et se trouvent de ce fait fragilisés et victimes des mirages qu'ils se construisent.

Le bouleversement de *l'échelle des valeurs* privilégiant les aspects matériels de la vie aux dépens de moyens d'épanouissement plus nobles et comptant plus sur d'éventuels *appuis* que sur le mérite individuel ont conduit une majorité de jeunes à ériger *le bien-être*, voire le confort matériel en but ultime, les poussant par voie de conséquence au désespoir, en cas d'échec de cette quête.

Il est indispensable de réinsérer nos jeunes dans leurs valeurs de culture, de civilisation et de spiritualité, d'abord en accordant

---

1. Idem, p.59 – 2. Idem, p.27.

une place plus importante à *l'éducation morale et religieuse* dans le système scolaire et universitaire et dans les divers moyens de communication, selon des méthodes actives actuelles, de manière à mettre l'accent sur les valeurs de probité, de dévouement, de solidarité, à partir de programmes élaborés par des spécialistes de la culture islamique authentique. Nos jeunes, une fois imprégnés de leurs valeurs propres, pourront tirer profit de l'ouverture à d'autres valeurs.

L'enseignement de *notre histoire* constitue le second pilier de cette formation. Elle contribue à forger la personnalité de nos jeunes, leur donnant conscience qu'ils appartiennent à une nation qui a une longue histoire, jalonnée de hauts faits et portant la marque de personnages illustres.

Sur le plan économique.

Les difficultés de ce secteur se répercutent d'abord sur la population des jeunes arrivant sur le marché du travail. La faiblesse du tissu économique[1] pourvoyeur d'emplois, les lourdeurs administratives et bancaires, la faible technicité d'une grande partie des personnels, sont responsables des performances généralement médiocres des entreprises et ont pour corollaire un taux de chômage élevé et endémique touchant autant les jeunes sans formation ou ayant une formation sommaire que les diplômés souvent même dans des spécialités dont le pays a grandement besoin. Sans compter qu'en raison de leur faible attractivité en termes de rémunération et d'opportunités de perfectionnement, beaucoup d'entreprises enregistrent une déperdition de leurs éléments les plus performants, contribuant ainsi à aggraver la médiocrité des rendements qui les caractérisent.

Les réformes économiques, entamées dans le cadre du «*programme d'ajustement structurel* », ont eu pour effet « *une baisse du niveau de l'emploi et du pouvoir d'achat* »[2] induisant *chômage* (27% de la population active en 2001 et plus de 30% pour les jeunes de moins de 25 ans)[3] et *pauvreté* (particulièrement dans les zones rurales).

---

1. Idem, p.61: «*le secteur industriel public connaît, dans l'ensemble, une dégradation progressive de ses performances reflétée par le taux moyen d'utilisation des capacités qui passe de 70% en 1984 à 40% en 2000* ». - 2. Idem, p.37 - 3. Idem, p.57.

Ainsi que le soulignent les experts[1], « *la pauvreté signifie la négation des opportunités et perspectives fondamentales sur lesquelles repose tout développement humain* ». En 1991, dans son rapport mondial sur le développement humain, le PNUD relevait que «*ce qui entrave le plus le développement humain, c'est le manque de revenus*».

Les réformes économiques doivent tendre à permettre la création d'entreprises productives et compétitives capables d'assurer un niveau de vie décent aux citoyens et d'ouvrir la voie à *l'innovation*, seuls moyens d'être non pas des spectateurs passifs, mais *des acteurs actifs dans l'économie mondiale.*

Sur le plan social.

Les multiples difficultés sont une conséquence et une cause aggravante des problèmes éducatifs et économiques. *La crise du logement* – dont la chronicité, malgré les efforts consentis par l'Etat, se traduit par une spéculation effrénée dans ce domaine et l'envolée persistante des prix des habitations, y compris les plus modestes, associée au chômage ou à l'insuffisance de revenus[2] de beaucoup de jeunes exerçant une activité, est à l'origine du net *recul de l'âge du mariage* dans les deux sexes[3] et, à l'extrême, d'un phénomène très préoccupant, *le célibat forcé* prolongé ou définitif: les statistiques révèlent que le nombre de célibataires est en augmentation. L'espoir de fonder une famille diminue avec l'âge, particulièrement chez les jeunes filles. Cela conduit à de graves dérives morales, voire à des actes relevant de la justice pénale.

Le niveau de pauvreté rapporté par les institutions officielles nationales et internationales constitue un élément également préoccupant. Cette pauvreté est la conséquence du sous-emploi, de la faible qualification et des dysfonctionnements au niveau de l'administration ou de la gestion ; elle freine à son tour les efforts dans les domaines de l'éducation et de la formation, ce qui crée un cercle vicieux difficile à rompre.

Le secteur de la santé, autre indicateur du développement à côté de l'éducation et de l'emploi, a bénéficié d'importants

---

1. Idem, p.17. – 2. Idem, p.32 : «*le salaire moyen réel, tous secteurs confondus, a baissé de 20% entre 1989 et 2004*». - 3. Idem, p.22: Dans le sexe féminin, l'âge au premier mariage est passé de 27,6 ans en 1998 à 29,6 ans en 2002.

investissements de l'Etat et a enregistré des résultats incontestables, mais il demeure malheureusement encore en deçà de la demande tant en termes de couverture sanitaire qu'en termes de qualité de soins et de suivi.

La conséquence de ces nombreuses entraves à une vie décente conduisent une proportion non négligeable de nos jeunes à choisir des issues mettant leur vie en péril à court ou à long terme: *le suicide* constitue la forme extrême de démission devant les difficultés de la vie ; une étude portant sur 1263 cas enregistrés entre 1995 et 2003 à travers 14 wilayas du pays et publiée dans un quotidien national[1] rapporte que la majorité des cas concernent des personnes dans la tranche d'âge 20-40ans, que 11% étaient des cadres de l'Etat, 10% étudiants, 68% sans emploi et 64% issus des grandes villes ; enfin le suicide frappe davantage le sexe masculin.